

PROGRAMME ASIE

BELGRADE-PEKIN :
Quand la Chine se positionne au cœur de
l'Europe

PAR Barthélémy COURMONT
DIRECTEUR DE RECHERCHE A L'IRIS

Arta SEITI

CHERCHEUSE EN GEOPOLITIQUE, CHARGÉE DE COURS A L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LILLE

FEVRIER 2017

ASIA FOCUS #18



Souvent perçue comme la renaissance de la route de la soie, l'initiative *One Belt, One Road* (OBOR) initiée en 2013 par Xi Jinping¹ frappe aux portes de l'Europe et, par le biais d'investissements massifs, se positionne même déjà au cœur du vieux continent. Certains pays sont ciblés par Pékin comme les principaux points d'appui de cette stratégie d'investissements, et au-delà, d'une présence politique grandissante. La Serbie et la Chine sont ainsi engagées depuis quelques années dans l'intensification d'un partenariat ancien, mais qui n'avait jamais connu une telle croissance. Au point d'intriguer sur la possibilité pour les deux pays de renouer des relations susceptibles d'impacter la trajectoire de Belgrade et d'ouvrir un nouveau chapitre dans la présence chinoise en Europe centrale, voire à échelle continentale, Sur fond d'investissements massifs et de dialogue politique renforcé, les deux pays sont indiscutablement engagés dans un partenariat durable, mais dont il est difficile de définir les contours. Car la Chine a considérablement augmenté ses investissements dans les infrastructures à échelle internationale au cours des dernières années, en particulier en direction des pays en développement. Cependant, des exemples comme le rachat du port du Pirée ou de l'aéroport de Toulouse, et le choix de l'Allemagne comme destination de plus de 30% des investissements chinois dans l'UE indiquent qu'il s'agit d'une tendance globale, et que l'UE (qui reste le premier partenaire commercial de la Chine) est une cible privilégiée.

Cette multiplication de projets pharaoniques, qui coïncide avec des chiffres de croissance moins soutenus qu'au cours des deux dernières décennies, répond à une politique de long terme de Pékin visant à réduire les frais de logistique et de transport dans ses exportations, qui restent le moteur de son économie. L'objectif est aussi d'accroître les échanges avec des marchés émergents, en vue de maintenir un taux de croissance suffisamment élevé et de se positionner comme un acteur économique et commercial incontournable pour les prochaines décennies. A ce titre, l'Europe centrale et orientale attire Pékin, à la fois pour son emplacement géographique qui en fait une possible voie d'accès vers le reste du continent européen (à partir du Pirée notamment), mais aussi en raison des multiples avantages qu'offre cette zone, notamment en termes de développement de la croissance économique et de la consommation. La Serbie, qui n'est pas encore membre de l'UE, a besoin d'importants investissements dans ses infrastructures, est le plus important pays des Balkans occidentaux, entretient une relation historique avec Pékin, et est tout naturellement le partenaire privilégié de cette présence grandissante de la Chine sur le continent européen.

¹ Pour une présentation de ce projet et ses implications à échelle internationale, lire Barthélémy Courmont, « Quand la Chine investit dans les infrastructures », *Asia Focus* #1, septembre 2016, <http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/09/Programme-ASIE-Asia-Focus-1-BC.pdf> Une version abrégée, et sous le même titre, de ce texte a été publiée dans la revue *Géoéconomie*, n°81, septembre-octobre 2016. Lire aussi Huang Yiping, "Understanding China's Belt and Road Initiative as part of its new economic and foreign strategies", *International Economic Review*, n°1, 2015, pp. 48-53.

LES REFERENCES HISTORIQUES AU CŒUR DE LA RELATION BILATERALE

Depuis la reconnaissance par Belgrade de la République Populaire de Chine dès le jour de sa proclamation, le 1^{er} octobre 1949, et l'établissement de relations diplomatiques le 2 janvier 1955 (ce qui fait de la Yougoslavie un des premiers Etats européens à avoir une relation diplomatique avec la Chine), les deux pays entretiennent des relations étroites qui se maintiennent jusqu'à la chute de la Yougoslavie, malgré une parenthèse de refroidissement pendant la Révolution culturelle (1965-1975) dont Tito n'hésite pas à critiquer les dérives autoritaires. Mais les deux pays partagent une méfiance à l'égard de Moscou et partagent des objectifs communs dans le mouvement des non-alignés, qui se traduisent notamment par des accords sur l'octroi de visas, et la participation active des deux pays aux initiatives des non-alignés, dans les années 1950 en particulier. Et après la fin de la Révolution culturelle, la Chine fait de Belgrade son principal partenaire dans les Balkans, tandis que la relation avec l'Albanie d'Enver Hoxha se détériore. Après la mort de Tito et l'arrivée au pouvoir de Slobodan Milosevic, la Chine et la Yougoslavie maintiennent des relations étroites qui se traduisent notamment par la présence de travailleurs chinois dans le pays des Balkans². Le lien économique reste ainsi solide, mais est limité par l'absence de moyens dont souffre alors la Chine.

Sur un plan politique, les relations sont également bonnes en dépit du chaos qui frappe les Balkans après la fin de la Guerre froide. Pendant les guerres en ex-Yougoslavie des années 1990, Pékin se garde ainsi bien de prendre position, respectant ainsi les recommandations de Deng Xiaoping sur la nécessité d'adopter un profil bas sur la scène internationale après la très mauvaise image laissée par le massacre de Tian Anmen en 1989. Comme sur d'autres dossiers à la même époque, Pékin reste en retrait, d'autant que cette période coïncide avec une volonté de mettre l'accent sur la croissance économique et le développement des infrastructures sur le territoire chinois.

En dépit de cette stratégie d'effacement de Pékin, les deux pays restent proches. Le bombardement, officiellement par erreur, de l'ambassade de Chine à Belgrade par des avions de l'OTAN en mai 1999, pendant la guerre du Kosovo, attire ainsi l'attention sur les liens entre Pékin et la Yougoslavie de Slobodan Milosevic, et sur le fait que Belgrade cherchait déjà le secours diplomatique de Pékin.

Avec la chute de Milosevic, la relation entre les deux pays devient plus distante, et les nombreux travailleurs chinois installés en Serbie quittent même le pays dans l'urgence et trouvent des emplois essentiellement en Grèce³. Ce n'est qu'au bout de quelques années, à la faveur des premiers signes de la crise financière internationale, que la Chine se montre à nouveau présente en Serbie, avec des investissements très symboliques et

² Dans les dernières années du régime de Slobodan Milosevic, de nombreuses rumeurs, qui restent cependant difficiles à vérifier, avançaient d'ailleurs que le régime souhaitait naturaliser 100 000 travailleurs chinois afin de renforcer les rangs du Parti Socialiste de Serbie (SPS).

³ Selon Christophe Chiclet, ces Chinois auraient été « chassés de Serbie ». Christophe Chiclet, « La Grèce en crise », *Confluences Méditerranée*, 4/2008 (n°67), pp. 79-82.

une volonté de se servir de ce pays comme d'une base à partir de laquelle Pékin pourra développer ses activités en Europe centrale et orientale. Au niveau politique également, les deux pays se rapprochent à l'occasion de la visite du président serbe Boris Tadic à Pékin en août 2009, au cours de laquelle est établi un accord de partenariat stratégique en plus de discussions sur le développement des échanges économiques⁴. Cette visite faisait suite aux déplacements à Belgrade du vice-président américain Joseph Biden et du président russe Dimitri Medvedev, marquant la volonté de la Serbie de réactiver sa diplomatie, notamment après l'indépendance du Kosovo. A ce titre, le soutien de la Chine est indispensable pour Belgrade, apparaissant comme un « quatrième pilier » aux côtés de la Russie, de l'Union européenne et des Etats-Unis. Ce pilier est en passe de devenir le plus important.

LA SERBIE, UN CARREFOUR REGIONAL QUI INTERESSE LA CHINE

S'ils ont été énoncés dès la fin des années 2000, les projets d'investissements chinois en Serbie se sont considérablement développés au cours des dernières années, en particulier en marge de la crise de l'Euro et des immenses difficultés économiques et financières rencontrées par certains pays européens, qu'ils soient ou non membres de la zone Euro. A l'occasion de la visite à Pékin de son homologue Aleksandar Vucic en novembre 2015, le Premier ministre chinois Li Keqiang a encouragé les deux parties à promouvoir la construction de parcs industriels le long du Danube et à étudier des coopérations potentielles dans les domaines des technologies agricoles, des petites et moyennes entreprises, de la culture, de l'éducation et du tourisme, afin de parvenir à une coopération gagnant-gagnant⁵. Cette annonce, si elle est assez spectaculaire, ne fait que s'ajouter à une liste déjà longue qui s'inscrit dans la stratégie chinoise de développement des infrastructures.

Comme l'explique très justement Jacques Gravereau, « le principal moteur de l'économie chinoise est l'investissement, non la consommation (la consommation ne représente que 40% du PIB en Chine contre 70% dans les autres pays développés). La Chine bénéficie de sources de financement 'illimitées' entre ses surplus accumulés, les bénéfices des entreprises d'Etat et les grandes banques chinoises qui sont des banques d'Etat 'très généreuses' avec les entreprises chinoises »⁶. Par ailleurs, si les investissements en provenance de Chine associent des fonds d'aide directe au développement et des investissements des grandes entreprises chinoises⁷, il convient de mettre en évidence la

⁴ Rapporté par Bojana Barlovac pour le journal *BIRN*, traduit par Jacqueline Dérens, « Partenariat stratégique entre la Chine et la Serbie, *Courrier des Balkans*, 23 août 2009, <http://www.courrierdesbalkans.fr/le-fil-de-l-info/partenariat-strategie-entre-la-chine-et-la-serbie.html>

⁵ « La Chine et la Serbie s'engagent à promouvoir leur partenariat stratégique », *Xinhua*, 27 novembre 2015, http://french.xinhuanet.com/2015-11/27/c_134861593.htm

⁶ Jacques Gravereau et Jean-François Di Meglio, « Les investissements chinois en Europe », *Géoéconomie*, n°68, janvier-février 2014, p. 58. Lire également Eric Meyer, *La Chine banquier du monde*, Paris, Fayard, 2014.

⁷ Rappelons ici que selon le dernier indicateur de *Forbes Global 2000*, les quatre plus grandes multinationales mondiales sont des banques chinoises : ICBC, China Construction Bank, Agricultural Bank of China, et Bank of

dynamique nationale, et le rôle central des autorités politiques dans le développement des investissements dans les infrastructures. Ces derniers sont appuyés par des fonds publics et désormais l'AIIB, ce qui invite de nombreux experts à faire mention de l'émergence d'un consensus de Pékin⁸.

Les investissements chinois ont surtout visé des pays riches en matières premières, et des pays en développement. L'Europe sortait donc de ce schéma, et ce n'est que tardivement, à la faveur de la crise de l'Euro et ses conséquences sur l'ensemble du continent européen, que plusieurs pays disposant d'importantes réserves de capitaux, comme le Qatar, les EAU ou l'Arabie saoudite, se sont mis à investir en Europe. La Chine n'a pas été en reste, en achetant notamment le port du Pirée, en Grèce, à la faveur des problèmes économiques et financiers qu'a connus ce pays. Dès 2008, la Chine a ainsi acquis, par l'intermédiaire d'une de ses compagnies maritimes (China Shipping), deux terminaux du port grec du Pirée, sachant que 80% du commerce de la Chine avec le vieux continent se fait encore par voie maritime. Ce développement a été accompagné par une montée en puissance de la coopération entamée avec la compagnie de chemin de fer grecque, Trainose, pour le transport de fret. La Grèce ne fut qu'un exemple parmi d'autres en Europe, où les investissements montèrent très rapidement en puissance. A l'échelle de l'UE, les IDE chinois ont triplé entre 2010 et 2011, en passant de 3 à 10 milliards de dollars, et n'ont fait que croître par la suite.

Le cas de la Serbie est, au-delà de l'amitié ancienne entre les deux pays, plus intéressant encore que celui de la Grèce en ce qu'il répond à une stratégie d'investissements dans les infrastructures plus qu'à une opportunité dont la crise de l'Euro fut l'origine. Dès lors, les grands travaux engagés par des entreprises chinoises doivent être compris comme un positionnement de Pékin qui dépasse très largement le contexte politico-économique actuel, et répondent ainsi à une stratégie plus qu'une réaction à ce contexte. A cet égard, l'amitié sino-serbe est au cœur de la relation entre les deux pays, mais est surtout un argument permettant de justifier le renforcement de la présence chinoise.

Symbole fort de l'amitié entre les deux pays, le pont de l'amitié sino-serbe, qui franchit le Danube à Belgrade, fut financé en grande partie à l'aide de capitaux chinois (Exim Bank of China) et construit par la China Road and Bridge Corporation (CRBC)⁹. La première pierre du pont a été scellée en juillet 2010 par le président serbe Boris Tadić et Wu Bangguo, président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de Chine.

China. On retrouve un peu plus bas dans ce classement des géants des hydrocarbures comme PetroChina (8^{ème}) et Sinopec (24^{ème}) et des télécommunications comme China Mobile (20^{ème}). Au total, la Chine compte 10 multinationales parmi les 40 premières mondiales, uniquement devancée par les Etats-Unis, avec 16 groupes.

⁸ Sur l'AIIB, lire Wang Hongying, "The Asian Infrastructure Investment Bank, a New Bretton Woods Moment? A Total Chinese Triumph?", *Centre for International Governance Innovation*, avril 2015; et Andrew Sheng et Xiao Geng, "The AIIB and Global Governance", *Project Syndicate*, 27 avril 2015.

⁹ Selon les accords signés le 23 octobre 2009 entre Belgrade et Pékin, la construction du pont a coûté 170 millions d'euros, dont 25,5 millions financés par le gouvernement de Serbie et 144,5 millions prêtés par la banque Exim, avec une latence de trois ans, un taux d'intérêt fixe de 3% par an et une période de remboursement de quinze ans.¹

L'édifice a été inauguré le 20 octobre 2014, à l'occasion du 70^e anniversaire de la libération de Belgrade.

L'un des investissements les plus révélateurs du renforcement du poids de la Chine dans cette région est le projet de ligne de train à grande vitesse entre Athènes et Budapest, via la Macédoine (ARYM) et la Serbie (axe Niš-Belgrade-Novı Sad). L'ouverture de la portion de cette ligne entre Belgrade et Budapest est prévue pour juin 2017, et le trajet sera couvert à une vitesse moyenne de 160 km/h. L'intérêt pour la Chine est d'améliorer l'acheminement des marchandises en provenance du port du Pirée vers l'Europe centrale, mais aussi d'accélérer son implantation dans cette région. La Bank of China verra ainsi l'ouverture de son bureau d'Europe centrale à Budapest. A l'occasion de l'annonce de ce chantier et en particulier de la ligne Belgrade-Budapest, Li Keqiang a annoncé en décembre 2014 que celle-ci contribuera à améliorer les niveaux de vie des deux pays, et accélérera le développement des intérêts chinois, hongrois et serbes¹⁰, ajoutant même que « cette ligne ouvrira un corridor entre la Chine et l'Europe »¹¹. Cette annonce fut précédée par la création d'un fonds d'investissement chinois pour l'Europe centrale et orientale à hauteur de 3 milliards de dollars, dont une partie finance ce projet.

La carte ci-après montre dans quelle mesure ce projet directement intégré à l'initiative OBOR s'invite au cœur des différents corridors du réseau ferroviaire européen. Les développements récents, comme l'acquisition du groupe tchèque Skoda Transports (la partie ferroviaire du groupe Skoda) par la China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC) en décembre 2016, confirment cette présence grandissante en Europe centrale. CRRC Zhuzhou Locomotive, la filiale qui devrait acquérir Skoda Transportation, va vendre à Leo Express, un opérateur privé tchèque, trois trains à grande vitesse (160 km/h) pour 20 millions d'euros. « Cette vente constitue une reconnaissance des industriels chinois à l'international », s'est félicité le directeur général adjoint de CRRC Zhuzhou, Liao Hongtao¹². On voit ainsi que cette stratégie du rail ne concerne pas uniquement le réseau ferroviaire, mais également la construction et les commandes des trains, notamment à grande vitesse. En mettant le pied en Serbie, la Chine s'ouvre ainsi à d'autres perspectives au niveau continental.

¹⁰ Cité dans "China to finance construction of new Budapest-Belgrade railroad", *Hungary Today*, 17 décembre 2014, <http://hungarytoday.hu/news/china-finance-construction-new-budapest-belgrade-railroad-43460>

¹¹ Cité dans Mark Robinson, "Belgrade-Budapest railway part of Chinese 'express lane' to Europe", *Daily Mail*, 17 décembre 2014, www.dailymail.co.uk/wires/reuters/article-2877403/Belgrade-Budapest-railway-Chinese-express-lane-Europe.html#ixzz3uSfqrTi

¹² Cité dans Valérie Collet, « Le géant chinois du rail vend ses premiers trains en Europe », *Le Figaro*, 24 décembre 2016, <http://www.lefigaro.fr/societes/2016/12/24/20005-20161224ARTFIG00008-le-geant-chinois-du-rail-vend-ses-premiers-trains-en-europe.php>

Le train chinois s'invite dans le réseau européen



En noir, le projet de ligne ferroviaire cofinancée par la Chine.

Source : UE, complétée par C.Recoura, 2014.

La Chine s'est également invitée dans le projet d'autoroute reliant Belgrade à Bar (Monténégro), via Podgorica (distance totale de 445 km). La partie serbe de cet axe routier est, entre Belgrade et Požega, sur un terrain relativement plat et ne posant donc pas de problème particulier. Le coût est plus important en approchant du Monténégro, sur les 110 km séparant Požega et Boljare (à la frontière entre les deux pays) où le relief est montagneux. Compte-tenu du terrain accidenté en zone montagneuse, c'est cependant le tronçon monténégrin de ce projet qui est le plus coûteux et le plus difficile à réaliser, puisque la distance Bar-Boljare, longue de 164 km, doit compter 50 tunnels et 95 ponts ou aqueducs, pour un coût total estimé à 2 milliards d'euros. Devant les difficultés pour le gouvernement monténégrin à trouver des partenaires financiers, un partenariat entre le China Road and Bridge Group et la China Poly Group Corporation, avec un financement assuré par la Exim Bank of China à hauteur d'un milliard de dollars (remboursement sur 20 ans, avec un taux d'intérêt fixe à 2% par an) fut annoncé fin 2011. Les négociations aboutirent en décembre 2014, et les travaux débutèrent en mai 2015 sur la section Smokovac-Uvač-Mateševo¹³. Etant donné la difficulté pour le gouvernement serbe à trouver des financements sur le tronçon Požega-Boljare, il ne serait pas surprenant de voir un accord être trouvé avec les investisseurs chinois.

¹³ "Chinese firms win European motorway project: Montenegro", *Global Construction Review*, 12 juillet 2013, <http://www.globalconstructionreview.com/news/chinese-firms-win-european-motorway-project-monten/>

Rappelons que le port de Bar intéresse tout particulièrement la Chine, après ceux du Pirée et de Thessalonique, ce qui pourrait justifier ces investissements.

Parmi les autres secteurs dans lesquels les compagnies chinoises investissent massivement en Serbie, notons l'énergie, avec notamment la construction de la centrale Nikola Tesla B3, fruit d'un accord fin 2011 entre l'entreprise énergétique serbe EPS et plusieurs groupes chinois, pour un montant total dépassant les 2 milliards d'euros. La Chine investit également dans des projets agricoles dans la région de Voïvodine ainsi que dans le sud de la Serbie, profitant de l'absence des très strictes normes européennes (qui d'ailleurs posent plusieurs problèmes dans les négociations entre Belgrade et Bruxelles sur l'adhésion).

Selon des informations récemment reprises et développées par le média russe *Sputnik*, la vieille idée d'un canal transbalkanique, déjà mise en avant il y a un siècle, pourrait par ailleurs voir le jour¹⁴. Il s'agit d'un projet pharaonique dont il est encore tôt pour savoir s'il se réalisera, mais la question est posée. Lors de sa dernière visite à Belgrade, fin janvier 2017, le premier ministre grec Alexis Tsipras a évoqué la construction de la ligne de chemin de fer liant Belgrade et Thessalonique ainsi que la conception d'un canal reliant les deux villes en passant par les différents fleuves et rivières sur le trajet. Le projet de la construction d'un canal Danube-Morava (Serbie)-Vardar (Macédoine, ARYM, Grèce) relierait non seulement Belgrade et Thessalonique (Grèce) mais également la mer du Nord et la mer Egée, en s'appuyant sur les réseaux déjà existants en Europe du nord. Il convient enfin de noter que ce canal a déjà été mentionné en 2013 par l'ex-ministre serbe des Ressources naturelles, des Mines et de l'Aménagement du territoire, actuellement ambassadeur serbe en Chine, Milan Bacevic. La compagnie chinoise *China Gezhouba* aurait de son côté examiné certaines parties du fleuve Morava. Enfin, le projet a été évoqué lors d'une rencontre entre le président serbe Tomislav Nikolic et son homologue macédonien Gjorge Ivanov en novembre 2016. Ils ont alors déclaré que le canal Vardar-Morava était une occasion historique pour la région, dont les deux pays devaient profiter au nom des générations futures. Aussi un rapport¹⁵ du gouvernement serbe mentionne-t-il l'historique de ce projet. Belgrade ne peut financer seul un tel projet, et ses voisins non plus. En revanche, il est tout à fait envisageable pour la Chine, et marquerait, s'il se conforme dans les prochaines années, non seulement l'intérêt grandissant de Pékin pour cette région, mais aussi la concrétisation d'une

¹⁴ « L'Europe construira sa propre route de la soie... mais pas sans l'aide de la Chine », *Sputnik News*, 3 février 2017, <https://fr.sputniknews.com/international/201702031029920871-europe-balkans-route-soie-chine-investissements/>

¹⁵ On y découvre ainsi que le projet d'un tel canal a été proposé pour la première fois en 1904 par Nikola Stamenkovic, professeur de la faculté technique de l'Université de Belgrade. Une société américaine basée au New Jersey prépara le projet. En 1909, la Serbie et la Turquie planchaient sur un accord de construction, mais il fut gelé en raison des guerres balkaniques. En 1961, la Yougoslavie et la Grèce ont préparé un nouvel accord. En 1973, des experts de l'Onu se sont rendus en Yougoslavie et ont approuvé sa réalisation, alors que la communauté européenne investissait dans des recherches sur le fleuve Vardar jusqu'en 1990. Mais la chute de la Yougoslavie et les guerres des années 1990 sont venues troubler les plans. Lire Milena Nikolic et Dragan Duncic, "Danube-Morava-Vardar/Axios-Aegean Sea waterway and Silk Road Economic Belt", http://www.rapp.gov.rs/Storage/Global/Documents/Prezentacijje/Schiller%20Institute%20presentation_final.pdf

initiative ancienne mais dont l'histoire a retardé la réalisation. En clair, dès lors que les pays concernés, la Serbie en tête, y voient une opportunité historique, le projet sera réalisé à partir du moment où il aura été approuvé en Chine.

Cette effervescence chinoise est intégrée dans l'initiative OBOR, évoquée précédemment, reliant d'autres points stratégiques pour l'accès des marchandises chinoises en Europe centrale et orientale, comme la Grèce, la Macédoine (ARYM), Belgrade et Budapest. Cette nouvelle donne économique en matière d'infrastructures (chemins de fer, autoroutes, mais aussi réseau énergétique et éventuellement par le biais des canaux), s'inscrit dans un contexte de réchauffement des relations sino-russes, et le choix de la Serbie comme récipiendaire d'investissements massifs est à analyser à l'aune de la relation entre Belgrade et Moscou. A cet égard, les annonces faites par Pékin concernant ses projets d'investissements s'élèvent à hauteur de 10 milliards de dollars. Dans ce contexte, la Chine investira dans la construction et la modernisation des installations portuaires de la Baltique, l'Adriatique et la mer Noire (projet des « Trois Mers »), avec le soutien de la Russie.

Par ailleurs, « la Chine fournira un soutien financier préférentiel pour les projets qui utilisent des produits et de l'équipement chinois », a déclaré Li Keqiang. Il a en outre proposé de créer une nouvelle « société financière 16 + 1 » notamment afin de soutenir financièrement ces projets « par des moyens commerciaux » - évitant ainsi de violer les restrictions de l'UE sur la dette souveraine¹⁶.

QUAND LES TERGIVERSATIONS EUROPEENNES FONT LE JEU DE PEKIN

Au-delà des acquisitions, l'intérêt de la Chine pour cette région en général, et la Serbie en particulier, repose en grande partie sur les perspectives de développement, les salaires relativement faibles (en comparaison avec l'UE), le bon niveau d'éducation et les besoins en infrastructures qui freinent pour le moment la croissance économique. Le 4e sommet entre la Chine et des pays d'Europe centrale et orientale (PECO), qualifié de PECO+1 ou de 16+1, s'est tenu à Suzhou fin novembre 2015. Parmi les 16 participants côté européen, 11 sont membres de l'UE, et tous bénéficient de projets importants dans les infrastructures avec des financements chinois (en particulier la Roumanie, la Grèce, la Macédoine (ARYM), le Monténégro et la Hongrie, en plus de la Serbie) qui s'inscrivent dans la partie la plus occidentale de la « nouvelle route de la soie »¹⁷. Mais les ambitions chinoises peuvent être qualifiées de continentales. D'ailleurs, Li Keqiang a profité du dernier sommet PECO+1 pour annoncer d'importants investissements dans les installations portuaires en mer Noire, en mer Baltique et en mer Adriatique, en plus des projets en cours. Les pays concernés y sont très favorables, car ils y voient des

¹⁶ Shannon Tiezzi, "China's 'Belt and Road' Reaches Europe", *The Diplomat*, 26 novembre 2015, <http://thediplomat.com/2015/11/chinas-belt-and-road-reaches-europe/>

¹⁷ Shannon Tiezzi, "Chinese Premier Links Central Asia, Europe With Silk Road Tour", *The Diplomat*, 17 décembre 2014, <http://thediplomat.com/2014/12/chinese-premier-links-central-asia-europe-with-silk-road-tour/>

opportunités de développements dans les infrastructures que les finances de l'UE ne peuvent plus assumer aujourd'hui¹⁸.

Belgrade a donc indiscutablement pris de l'avance, mais pourrait servir de laboratoire d'une présence de plus en plus forte des investissements chinois dans les PECO, tout en jouant un rôle de relais de la présence chinoise dans la région¹⁹.

L'intérêt de la Serbie pour la Chine repose justement sur le fait qu'il ne s'agit pas encore d'un membre de l'UE, ce qui signifie que les normes n'y sont pas aussi contraignantes. Le 22 décembre 2009, la Serbie effectua une demande d'adhésion formelle à l'UE, et le statut de candidat fut officiellement octroyé par les 27 Etats membres (la Croatie est devenue le 28ème Etat membre en 2013) le 1er mars 2012. La Serbie espère ainsi devenir le 29ème Etat membre à horizon 2020. Pékin s'est ainsi engagée dans une sorte de course contre la montre pour occuper le terrain avant que l'entrée de la Serbie dans l'UE ne soit effective. A ce titre, les discussions sur l'octroi facilité de visas entre les deux pays, rendues possibles par le fait que la Serbie n'a pas d'ancrage avec l'UE, ne font que s'ajouter aux accords sur les investissements décidés bilatéralement, et ont d'ailleurs pour effet de faciliter les conditions dans lesquelles ces investissements se mettent en place²⁰. La même remarque concerne des pays comme la Macédoine (ARYM) et le Monténégro, qui sont comme nous l'avons noté également bénéficiaires d'investissements considérables et en hausse constante de la part des groupes chinois.

En marge de ses investissements en Serbie, Pékin cherche donc à accroître ses échanges avec les pays d'Europe centrale et orientale, et dans les Balkans en particulier²¹. En ce sens, la Chine prend le pari que ces pays lui permettront de se positionner sur le vieux continent, et de lui ouvrir les portes des PECO et des Etats désireux de faire appel à des financements chinois, soit sous la forme d'investissements directs, soit par le biais de l'AIIB²². Il est cependant intéressant de noter que ni la Serbie, ni les pays dans son voisinage, membres de l'UE ou non, ne sont membres fondateurs de l'AIIB. En Europe centrale, seules l'Autriche et la Pologne ont rejoint cette organisation dès sa fondation²³. On peut également s'interroger sur la volonté de Pékin de s'appuyer sur une forte présence dans des pays en périphérie de l'UE, et candidats, dans le but de faciliter la

¹⁸ Shannon Tiezzi, "China's 'Belt and Road' Reaches Europe", *The Diplomat*, 16 novembre 2015, <http://thediplomat.com/2015/11/chinas-belt-and-road-reaches-europe/>

¹⁹ Lire "Serbia makes its contribution to the China-CEEC Forum", Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Serbia, Belgrade, 30 octobre 2015, <http://www.mfa.gov.rs/en/press-service/statements/14785-serbia-makes-its-contribution-to-the-china-ceec-forum>

²⁰ "Ministers Dacic and Ljajic on visa liberalization as an incentive for investment", Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Serbia, Belgrade, 25 juin 2014, <http://www.mfa.gov.rs/en/press-service/statements/13274-ministers-dacic-and-ljajic-on-visa-liberalization-as-an-incentive-for-investment->

²¹ Loïc Poulain, « La Chine à l'assaut des Balkans : la conquête des marchés », *Courrier des Balkans*, 25 octobre 2011, <http://www.courrierdesbalkans.fr/articles/la-chine-a-l-assaut-des-balkans-la-conquete-des-marches-1-3.html>

²² Sur ce « pari » chinois, lire Valbona Zeneli, "China's Balkan Gamble", *The Diplomat*, 15 décembre 2014, <http://thediplomat.com/2014/12/chinas-balkan-gamble/>

²³ Notons que l'AIIB comptait 54 membres fondateurs, dont la plupart des pays d'Europe occidentale, en plus de la Chine et de l'immense majorité des pays asiatiques, Japon, Corée du Nord et Taiwan mis à part.

présence chinoise sur l'ensemble du continent européen. L'augmentation des investissements directs dans les pays de l'UE s'inscrivent ainsi dans une stratégie à échelle continentale²⁴.

QUELLES IMPLICATIONS POLITIQUES ?

La Chine ne voit pas dans la Serbie un simple partenaire économique et commercial, ni une cible pour ses investissements dans ses infrastructures, mais un partenaire stratégique. C'est en tout cas dans ces termes que Li Keqiang a accueilli Aleksandar Vucic en novembre 2015, avec une volonté d'établir des relations solides et durables²⁵. Mais jusqu'où le « partenariat stratégique » Serbie-Chine peut-il aller ? Poser cette question revient à s'interroger sur les implications de la Chine dans les dossiers politico-stratégiques des Balkans, qui restent sensibles, et impliquent principalement l'Union européenne, la Russie et les Etats-Unis. Ainsi, faut-il voir dans l'ancrage de Pékin en Serbie une volonté de peser sur les rapports de force économiques, mais aussi politiques, entre les grandes puissances dans une région qui s'est illustrée par son instabilité ?

La Serbie est, avec plus de sept millions d'habitants²⁶, le pays le plus peuplé des Balkans occidentaux. Ce pays entretient par ailleurs des relations étroites avec la Russie et n'est pas membre de l'OTAN. Les autorités russes ont d'ailleurs rappelé en plusieurs occasions soutenir l'adhésion de la Serbie à l'UE, mais verraient d'un très mauvais œil un rapprochement avec l'OTAN. La visite de Vladimir Poutine à Belgrade en octobre 2014 a rappelé l'importance des liens entre la Russie et la Serbie, et la présence de forces serbes au défilé dû à Moscou a conforté cette relation. Mais dans le même temps, le gazoduc South Stream a été abandonné et, preuve des changements profonds consécutifs à la présence grandissante d'acteurs extérieurs, les Emirats Arabes Unis auraient acheté en 2015 des armes à la Serbie pour ensuite les rétrocéder au gouvernement ukrainien, le principal adversaire de Moscou. C'est l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair qui aurait servi « d'intermédiaire lors de cette juteuse transaction »²⁷ dont le montant n'est pas identifiable. Ces informations, révélées par le Parti démocratique de Serbie (DSS), n'ont pas été formellement démenties par le gouvernement, même si les experts du secteur restent circonspects. Si elles s'avèrent exactes dans leur totalité ou partiellement, elles ne feraient que confirmer l'ambiguïté de la relation que la Serbie

²⁴ Lire Thilo Hanemann, "Chinese direct investment in the EU and the US: A comparative view", *Asia Europe Journal*, n°12/1-2, 2014, pp. 127-142; Theresa Fallon, "China's pivot to Europe", *American Foreign Policy Interests*, n°36-3, 2014, pp. 175-182; et Philippe Le Corre et Alain Sepulchre, *L'offensive chinoise en Europe*, Paris, Fayard, 2015.

²⁵ « La Chine et la Serbie s'engagent à promouvoir leur partenariat stratégique », *op. Cit.*

²⁶ Ce chiffre ne compte pas la population du Kosovo, qui n'est pas reconnu par Belgrade et Pékin, les deux entités combinées comptant près de 9 millions d'habitants.

²⁷ « La Serbie vend-elle des armes à l'Ukraine, via les Emirats Arabes Unis ? », *Courrier des Balkans*, 5 mars 2015, <https://www.courrierdesbalkans.fr/le-fil-de-l-info/la-serbie-vend-elle-des-armes-a-l-ukraine-via-les-emirats-arabes-unis.html>

entretient aujourd'hui avec Moscou. Faut-il voir à cet égard dans la relation grandissante avec Pékin un moyen pour Belgrade de s'attirer un nouveau soutien, quitte à réduire l'importance de la relation avec Moscou ?

La Chine ne reconnaît pas par ailleurs l'indépendance du Kosovo, et soutient donc la position de Belgrade sur ce sujet difficile, et qui complique les négociations d'intégration de la Serbie dans l'UE. Belgrade joue de son côté la carte chinoise, du fait de son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, notamment pour bloquer l'adhésion du Kosovo à l'UNESCO²⁸. Il y a de fait une certaine cohérence dans l'attitude de Pékin à l'égard du statut du Kosovo, compte-tenu de la situation dans les provinces du Xinjiang et du Tibet, et les deux pays partagent ainsi des vues très proches.

Conséquence de ces convergences, les deux pays entretiennent d'étroites relations dans le domaine militaire qui se traduisent par des rencontres entre officiels de haut rang, des entraînements des forces et une coopération dans le domaine logistique garantie par des engagements réciproques.

Cette coopération militaire n'est d'ailleurs pas nouvelle, les deux pays entretenant un dialogue étroit depuis une décennie, ce qui tend à montrer l'intérêt pour Pékin de bénéficier de soutiens stratégiques en Europe. Et elle s'inscrit dans une relation trilatérale en incluant la Russie, avec laquelle Belgrade entretient encore des relations étroites. Symbole de ce partenariat dont les contours restent peu visibles, des troupes serbes ont également défilé à Pékin le 3 septembre 2015, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale. Faut-il y voir une volonté des dirigeants serbes d'afficher le partenariat stratégique avec la Chine, dont les contours restent flous, au grand jour ? Et côté chinois, faut-il y voir une volonté de peser sur les équilibres politico-stratégiques en Europe, actuellement fragilisés par la crise ukrainienne et la relation tendue entre l'OTAN et la Russie ? S'il est difficile de savoir quelles pourraient être les implications politiques de ce rapprochement, il est en revanche indiscutable que la présence grandissante de la Chine en Serbie modifie les rapports de force, et a de grandes chances de s'inscrire dans la durée. A ce titre, les intentions de Pékin restent inconnues.

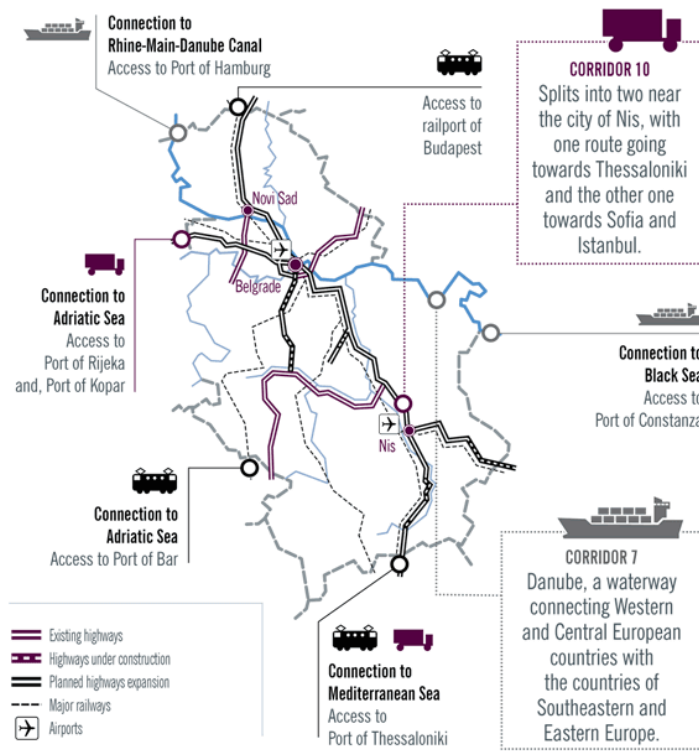
ENTRE INFLUENCE ECONOMIQUE ET EQUILIBRE STRATEGIQUE

Force est de constater que dans une nouvelle configuration géopolitique et dans un contexte de crise des institutions européennes et de la monnaie unique, la Serbie se veut être un carrefour régional, et jouer ainsi un rôle pivot, un statut que la Chine lui attribue

²⁸ "Minister Dacic, Ambassador Li Manchang discuss relations between Serbia and China", Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Serbia, Belgrade, 8 septembre 2015, <http://www.mfa.gov.rs/en/press-service/statements/14618-minister-dacic-ambassador-li-manchang-discuss-relations-between-serbia-and-china>

aisément grâce à son influence économique²⁹. Les faiblesses actuelles de l'UE, et les défis auxquels elle est confrontée, renforcent pour Pékin un sentiment d'opportunité que l'on retrouve dans cette présence accrue. Le terme de « partenariat stratégique » prononcé dans les déclarations des gouvernements respectifs chinois et serbe demeure crucial pour la gouvernance serbe et ses ambivalences confirmées de politique étrangère. Candidate à l'UE, la Serbie œuvre en effet, à plusieurs tableaux. Ainsi, s'affiche-t-elle en Europe du Sud-Est, constituant « un pilier de stabilité régional », comme le soulignent souvent les dirigeants serbes, dans leur discours relatif aux partenariats multiples avec l'UE, Russie, Chine, EAU, Turquie. Cette stabilité est justifiée par l'emplacement géographique de la Serbie, au cœur des Balkans, ainsi que par les perspectives de désenclavement de certaines régions qui supposent des voies d'accès transitant par ce pays, comme l'indique la carte ci-après.

La Serbie, au cœur des Balkans



Comme l'indique clairement la carte, la Serbie est à la fois géographiquement et en termes de transports au cœur d'un espace en développement, et est notamment la voie terrestre la plus rapide pour relier la Grèce au reste de l'UE. Les projets chinois dans les infrastructures des transports s'inscrivent dans une volonté de développement au niveau régional, et non uniquement ciblé sur un pays récipiendaire.

²⁹ Lire «China promotes EU ambitions of key trade partner Serbia», *Channel News Asia*, 19 juin 2016, <http://www.channelnewsasia.com/news/asiapacific/china-promotes-eu/2884724.html>

Illustrant cette singularité de la Serbie, d'autres acteurs montrent un intérêt grandissant pour la Serbie, pour des raisons souvent très proches de la Chine. La Turquie et les Emirats arabes unis se montrent ainsi très présents, et ont multiplié initiatives et investissements au cours des dernières années³⁰. De son côté, la Russie et ses multiples accords stratégiques et exercices militaires constituent un soutien politique et stratégique notoire pour la Serbie. D'autre part l'appui russe à l'endroit de la « souveraineté et intégrité territoriale » de Belgrade démontre un point essentiel : la convergence des points de vue sino-russes à l'égard de la non reconnaissance du Kosovo. Dans un contexte de regain de tensions entre Belgrade et Pristina, cette convergence constitue un soutien diplomatique et stratégique majeur pour la Serbie.

Il convient de souligner que les initiatives russo-chinoises s'enregistrent dans une optique de coopération mutuellement bénéfique (gagnant-gagnant), en bilatéral et en multilatéral, en utilisant entre autres des outils supplémentaires comme l'illustre la création de l'AIIB. Par ailleurs, l'ouverture récente d'une nouvelle banque chinoise en Serbie (en novembre 2016) servira très rapidement non seulement les entreprises dans le pays, mais d'autres Etats dans les Balkans, ainsi que la Grèce, faisant de Belgrade une plateforme pour les investissements chinois dans la région³¹.

Ce bouillonnement continue à se faire sentir, dans la même mesure, par d'autres dynamiques en parallèle à tout ce qui touche aux infrastructures dans les transports. Les investissements chinois dans la modernisation des aciéries de *Smederevo*, fondées en 1913 et seul producteur d'acier en Serbie, ont été convenus entre le gouvernement serbe et la Chine. En avril 2016, le Chinois *Hebei Iron & Steel* (HBIS) a ainsi investi 46 millions d'euros dans l'acquisition de l'aciérie serbe, faisant revivre ses ateliers jadis déserts³². Selon le représentant général du groupe HBIS en Serbie Song Sihai, la compagnie chinoise s'est engagée à garder l'ensemble du personnel, et de mettre en œuvre une gestion localisée. « Nous prévoyons d'investir 300 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour transformer et mettre à niveau la technologie. Avec l'objectif d'accroître la productivité tout en respectant les normes environnementales », a-t-il déclaré³³. On outre, l'instauration de lignes directes de la compagnie aérienne *Air Serbia* entre Belgrade et la Chine va accroître « le tourisme et les affaires de la région », lisait-on dans la presse serbe en décembre 2016³⁴.

Rappelons enfin qu'une intensité du dialogue politique va voir le jour entre la Serbie et la Chine, sous la forme de « réunions annuelles régulières dans l'avenir ». A cela s'ajoute

³⁰ Sur cette question, lire Barthélémy Courmont et Brahim Kas, « Les investissements arabes en Serbie ; réalité économique ou politique », *Géoéconomie*, n°79, avril 2016.

³¹ Danilo Hinic, « Bank of China Set to Start Serbia Operation », *Balkan Sight*, 22 novembre 2016, <http://www.balkaninsight.com/en/article/bank-of-china-set-to-start-serbia-operation-11-22-2016-1>

³² Wang Yuan et Ren Yan, « L'unique aciérie serbe rachetée par un groupe chinois », *Le Quotidien du peuple*, 17 juin 2016, <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/n3/2016/0617/c31355-9073885.html>

³³ *Ibid.*

³⁴ « Air Serbia to launch direct flights to China », *SeeNews*, 13 décembre 2016, <https://seenews.com/news/air-serbia-to-launch-direct-flights-to-china-550504#sthash.oFHwt8nG.dpuf>

l'accord sur un régime sans visa, qui doit entrer en vigueur au printemps 2017. Aux termes de cet accord, les ressortissants serbe et chinois ne sont pas tenus d'obtenir un visa lorsqu'ils entrent, quittent ou transitent par le territoire, pour un séjour pouvant aller jusqu'à 30 jours respectivement en Serbie et en Chine³⁵. Il s'agit de la reprise d'un régime sans visa qui existait déjà du temps de la Yougoslavie, et sur ce point comme sur tant d'autres, la vieille amitié entre les deux pays est mise en avant.

L'ALLEMAGNE EN EMBUSCADE

Alors que la Chine confère à la Serbie un rôle clé à jouer dans le projet *One Belt, One Road*, l'Allemagne – acteur économique de premier plan dans les Balkans – plaide de son côté pour une plateforme UE-Chine en voyant un intérêt considérable à cette présence économique chinoise grandissante. La chancelière allemande, Angela Merkel, salue ainsi « les nouvelles routes de la soie » et considère ce projet comme « un moyen pour obtenir plus d'investissements chinois en Europe »³⁶. Convenons qu'après le vote en faveur du Brexit et les incertitudes qu'il soulève, la stratégie allemande doit s'adapter à de nouveaux paradigmes, et l'ouverture aux investissements chinois, en forte hausse, est bienvenue. Au demeurant, à la veille des élections fédérales allemandes qui s'annoncent tendues, dans un contexte intérieur sous tension après la crise des migrants et les risques d'attaques terroristes, la chancelière a choisi d'adopter une position non conflictuelle à l'égard de la Russie et de la Chine notamment dans l'Europe du Sud-Est. Vient s'ajouter à cela la relation économique et commerciale étroite entre l'Allemagne et la Chine, illustrée notamment par le fait que sur les 37 milliards de dollars d'investissements directs de la Chine dans l'UE en 2016 (une hausse de 77% par rapport à l'année précédente, qui illustre elle-aussi l'intérêt grandissant de Pékin pour le vieux continent), 31% étaient en Allemagne, ce qui en fait le principal pays récipiendaire, selon une étude du Mercatur Institute for China Studies, basé à Berlin, et de Rhodium Group³⁷.

Le positionnement de l'Allemagne invite surtout à réfléchir à la pertinence d'une position européenne concertée sur la question d'OBOR, tant dans sa dimension continentale qu'au niveau international d'ailleurs. Ainsi, comme le note Christian Vicenty, « face à cette redistribution des cartes, l'Europe doit réorganiser sa géographie économique et son architecture politique, pour gagner à l'émergence de ce nouveau

³⁵ « Assembly ratifies Serbia-China agreement on scrapping visas », *b92*, 16 décembre 2016, http://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2016&mm=12&dd=16&nav_id=99990

³⁶ Arta Seiti, « Un sommet des Balkans pour la coopération régionale à l'heure du Brexit », *Opinion Internationale*, 13 juillet 2016, https://www.opinion-internationale.com/2016/07/13/un-sommet-des-balkans-pour-la-cooperation-regionale-a-lheure-du-brexit_45702.html

³⁷ Cité dans « China's overseas investment soars to record, study suggests », *South China Morning Post*, 12 janvier 2017, <http://www.scmp.com/news/china/economy/article/2061503/chinas-overseas-investment-soars-record-study-suggests>

monde »³⁸. Le ralliement des principales économies de l'UE à l'AIIB va dans ce sens, mais cette « géographie économique » doit s'efforcer d'intégrer, en plus des Etats membres et des principaux partenaires extérieurs, des pays candidats et bénéficiant d'investissements massifs de la part de Pékin : des caractéristiques qui sont celles de la Serbie actuellement.

Nous notons ainsi enfin qu'une stratégie prend peu à peu forme entre des puissances émergentes telles que la Chine et la Russie dans la région sud-est européenne, comme c'est le cas en Serbie. Elle reflète les recompositions géopolitiques et positionne la Chine parmi les intérêts géostratégiques des alliances sino-russe en cours qui convergent d'autant qu'ils sont subordonnés à des enjeux eux-mêmes multiples (la Turquie, fait partie de cette configuration et présente une alliance de poids dans les Balkans qu'il faudrait suivre de près). La Chine en l'occurrence soutient l'adhésion de la Serbie à l'UE et ne se soucie point de l'équilibrisme de la gouvernance serbe en matière de politique étrangère. L'Allemagne, représentée au titre d'acteur économique majeur de l'UE, réconforte et accueille de manière favorable l'effervescence chinoise³⁹. Nonobstant, des interrogations demeurent, au moment où nous écrivons ces lignes, sur le rapprochement Washington-Moscou et particulièrement de l'accueil de cette dynamique plurielle et multipolaire dans les Balkans. Est-ce à dire que l'intérêt stratégique désormais témoignerait-il des alliances internationales à l'égard de la Serbie et l'Europe du Sud-Est ? De même, certains s'interrogent sur les limites d'OBOR dans la possibilité de rapprocher la Chine et l'UE, notamment en ce qui concerne le trafic ferroviaire et ses incidences sur les liens commerciaux entre les deux ensembles⁴⁰.

N'oublions pas qu'en parallèle, l'Union économique eurasiennne et les nouvelles routes de la soie permettraient à la Chine et à la Russie d'harmoniser les connexions multilatérales et déterminer à long terme des enjeux communs géopolitiques et stratégiques, au risque d'imposer aux pays occidentaux une réflexion sur la finalité de ces projets⁴¹.

Eurasie et Eurasianisme : de l'extrême-Orient à la Serbie

³⁸ Christian Vicenty, « Les nouvelles routes de la soie : ambitions chinoises et réalités géopolitiques », *Géoeconomie*, n°81, septembre-octobre 2016, p. 153.

³⁹ Jan Gaspers, "Germany Wants Europe to Help Shape China's Belt and Road Initiative", *The Diplomat*, 17 décembre 2016, <http://thediplomat.com/2016/12/germany-wants-europe-to-help-shape-chinas-belt-and-road-initiative/>

⁴⁰ Lire Wu Shang-su, The limits of China's 'Silk Road' to Europe, *The Diplomat*, 13 janvier 2017, <http://thediplomat.com/2017/01/the-limits-of-chinas-silk-road-to-europe/>

⁴¹ Serafettin Yilmaz et Liu Changming, The Rise of New Eurasianism: China's Belt and Road Initiative and Its Implications for Euro-Atlantism", *China Quarterly of International Strategic Studies*, Vol. 2, n°3, automne 2016, pp. 401-420.



La Serbie, constitue à cette occasion le miroir où se projette cette convergence et où se croisent influence économique et équilibre géopolitique et stratégique entre la Chine et la Russie. On voit ainsi sur cette carte que la Serbie constitue l'extrême-occident de l'eurasianisme, elle en est surtout une composante à part entière, suscitant l'intérêt de Moscou, mais aussi de Pékin, qui s'inspire considérablement de l'eurasianisme pour avancer ses pions jusqu'en Europe centrale. Il faudra désormais compter la Chine parmi les principaux acteurs engagés dans cette région, et si la Serbie n'est qu'une étape dans la stratégie chinoise, elle est la plus aboutie à ce jour. ■

ASIA FOCUS #18

**BELGRADE-PEKIN :
Quand la Chine se positionne au cœur de l'Europe**

PAR BARTHELEMY COURMONT

DIRECTEUR DE RECHERCHE A L'IRIS

ARTA SEITI

CHERCHEUSE EN GEOPOLITIQUE, CHARGÉE DE COURS A L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LILLE

FEVRIER 2017

Arta Seiti est chercheuse en géopolitique, chargée de cours à l'Université catholique de Lille, responsable du groupe d'études balkaniques à l'IPSE et auteur régulier de la Revue Défense Nationale.

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org